

concrets. La structure de base de la relation Canada/CE s'est maintenant développée, et il est clair que des progrès importants sont en voie de réalisation. En 1979, la valeur des échanges bilatéraux entre le Canada et les neuf États membres a atteint 12,8 milliards de dollars, soit un accroissement de 3,3 milliards par rapport à 1978, et les exportations canadiennes vers la Communauté ont représenté 7,2 milliards de dollars contre 4,8 milliards l'année précédente (soit un accroissement de 48,5 pour cent); les tendances actuelles sont donc encourageantes. L'excédent de nos transactions sur marchandises avec la Communauté est passé de 210 millions de dollars en 1978 à 1,6 milliard en 1979.

Relations Est-Ouest

L'un des grands objectifs de la politique étrangère du Canada depuis 1945 est de contribuer à la réduction des tensions créées par l'alignement Est-Ouest résultant de la Seconde Guerre mondiale (voir le chapitre 1 à la Partie A). S'il reste partisan de la sécurité collective et d'une Alliance atlantique forte, le Canada a cherché toujours davantage à souligner l'important rôle politique joué par l'OTAN dans la réduction des grandes causes du conflit Est-Ouest. Ainsi, il a toujours été un ardent défenseur de la détente.

Le Canada s'est également efforcé de développer ses liens avec les pays communistes d'Europe de l'Est, non seulement pour les avantages qu'il peut en retirer en termes d'intensification des échanges, de coopération scientifique et technique et de relations culturelles, mais également parce que l'établissement de tels liens peut contribuer à alléger les tensions Est-Ouest.

Plus récemment, le Canada a cherché à réduire ces tensions dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). En 1979, conformément aux décisions prises à Belgrade, la dernière des trois réunions d'experts de la CSCE (sur la coopération dans la mer Méditerranée) s'est tenue en février à La Valette à Malte. La délégation canadienne était dirigée par l'ambassadeur du Canada au Portugal.

Pendant l'année, on a continué à préparer la conférence de révision de la CSCE qui doit se tenir à Madrid à l'automne de 1980. Le coordonnateur pour le Canada et ambassadeur itinérant pour la CSCE a eu, avec les représentants de nombreux pays, des consultations au cours desquelles il a souligné l'importance que le Canada attache aux objectifs humanitaires de l'Acte final d'Helsinki ainsi qu'au rôle que joue l'individu dans la promotion du processus de la CSCE.

Europe de l'Ouest

Le Canada entretient des relations très étroites avec les nations de l'Europe de l'Ouest. La majorité des Canadiens sont d'origine européenne et nombre d'entre eux ont toujours des liens avec leur pays d'origine; le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest, la France et l'Italie sont au nombre

des plus importants partenaires commerciaux du Canada; des objectifs politiques communs favorisent une coopération étroite avec ces pays au sein de nombreuses assemblées telles que l'OTAN, les Nations Unies et les sommets économiques; les échanges culturels sont nombreux et diversifiés. Dans le cas de la Norvège, de la Suède, de la Finlande et du Danemark, des points communs, à savoir un environnement et une culture comparables, ont mené à une étroite coopération sur des questions comme le droit de la mer, le milieu marin, l'environnement dans l'Arctique, l'exploitation des ressources pétrolières sous-marines, la science et la technologie et les études sur le Grand Nord.

Les relations avec le Danemark ont pris une nouvelle importance en 1979 lorsque le Groënland—l'un des voisins du Canada—s'est vu accorder l'autonomie interne en mai. (La politique étrangère et la défense ainsi que l'administration des ressources naturelles continuent de relever du gouvernement de Copenhague.) Un certain nombre de visites réciproques de représentants du Canada et de la Scandinavie ont eu lieu, dont la visite d'une délégation canadienne à Reykjavik (Islande) en octobre pour tenir des consultations avec des fonctionnaires et des parlementaires islandais sur des questions politiques et stratégiques liées à l'Atlantique Nord.

Les relations avec les pays du Bénélux ont été favorisées par de nombreux échanges et visites. Un groupe de parlementaires belges a visité le Canada en octobre. Le président du Sénat, le premier ministre de l'Ontario et le commissaire aux langues officielles se sont rendus en Belgique en 1979. Une importante mission néerlandaise, dirigée par le vice-ministre du Commerce extérieur des Pays-Bas a effectué une tournée au Canada afin de rechercher des moyens d'accroître la coopération industrielle entre les deux pays.

Nos relations avec l'Italie reçoivent leur impulsion d'une importante collectivité italo-canadienne, ainsi que de nombreux contacts et visites à tous les niveaux. Les plus importantes visites au Canada pendant l'année ont été celles des deux vice-ministres des Affaires étrangères de l'Italie. Le ministre d'État au multiculturalisme a également eu des entretiens à Rome avec son homologue italien. Un accord italo-canadien de sécurité sociale entré en vigueur en 1979 autorise la conclusion d'accords subsidiaires avec l'Ontario et le Québec sur les questions de dédommagement en cas d'accident.

En 1979, les relations avec l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la Turquie ont à nouveau connu une évolution favorable. Le Canada a poursuivi ses négociations avec l'Espagne concernant les bateaux de pêche espagnols à l'intérieur de la zone canadienne de 200 milles, et il a versé 11,8 millions de dollars pour alléger le sérieux problème de balance des paiements de la Turquie.

Le Royaume-Uni reste pour le Canada la première source d'immigration, la deuxième source d'investissements étrangers, et le troisième marché d'exportation. (Les exportations canadiennes en Grande-Bretagne s'élèvent à près